

## Sommet Russie-Iran-Turquie sur la Syrie : la tripléte de fer a-t-elle réussi à zapper les Occidentaux de la région ?



Mercredi 4 avril, Recep Tayyip Erdogan reçoit Vladimir Poutine et Hassan Rohani pour évoquer la question syrienne. Une rencontre tripartite qui interroge sur l'influence et la domination des signataires du "processus d'Astana" dans la région.

Avec Jean-Sylvestre Mongrenier

**Atlantico : Ce mercredi 4 avril, Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan et Hassan Rohani se réuniront pour traiter de la question syrienne, et des possibilités de mettre fin au conflit. Russie, Iran et Turquie sont-ils parvenus à mettre la main sur le Moyen Orient, au moment où Donald Trump a pu annoncer un prochain retrait américain de Syrie ? L'Occident est-il écarté de manière durable de la zone ?**

**Jean-Sylvestre Mongrenier :** Cette réunion s'inscrit dans le cadre du "processus d'Astana", lancé en janvier 2017, après la chute d'Alep-Est à la suite du retrait des groupes rebelles liés à la Turquie. Depuis le début de ce "processus", aucune réunion n'a pu aboutir à un semblant de règlement politique du conflit. Nous sommes bien éloignés du scénario "optimal" annoncé en septembre 2015, au moment de l'intervention russe : une sorte de blitzkrieg russo-iranien, la modification de la balance régionale des forces, un tour de table des différentes composantes de la Syrie et le règlement politique de cette guerre (remémorons-nous ceux qui, complaisamment, colportaient les éléments de langage de la diplomatie russe, dans le registre : "Poutine et Assad ne sont pas mariés"). Sur le terrain, la guerre n'en finit pas et se transforme en un affrontement régional. En février dernier, un premier incident irano-israélien - le viol de la souveraineté de l'Etat hébreu par un drone iranien, les représailles sur le sol syrien et la perte d'un avion israélien - a donné un aperçu de la gravité des risques géopolitiques sur ce théâtre. Bref, la situation est volatile. Les succès tactiques ne font pas une victoire d'ensemble et une zone définitivement acquise, d'autant plus qu'il y a beaucoup de crocodiles dans le marigot. Dans l'immédiat, le régime de Damas et ses "parrains" ne contrôlent guère plus de la moitié du territoire. Le Nord-Est est sous le contrôle des FDS (Forces Démocratiques Syriennes) et de forces spéciales américaines, britanniques et françaises.

Au vrai, le Moyen-Orient lato sensu (i.e. l'Asie du Sud-Ouest) est bien plus vaste que le théâtre syro-irakien. Balcon septentrional sur le Moyen-Orient, la Turquie ne participe de cette région que de manière périphérique. Au Levant, Israël est comparable à une sorte de bastion occidental avancé. Plus à l'ouest, l'Egypte se situe à l'intersection de l'Afrique du Nord, celle-ci s'inscrivant dans d'autres logiques et menant ses propres politiques en Afrique du Nord, en mer Rouge et vers l'Afrique nilotique. Enfin, la péninsule Arabique, le golfe Arabo-Persique ainsi que l'Iran constituent d'autres parties du Moyen-Orient. Au total, la guerre en Syrie et les conflits qui lui sont directement liés, notamment en Irak, ne portent que sur une portion de la région. Le théâtre syro-irakien correspond à ce que les géographes nomment l'"isthme syrien", situé entre la Méditerranée orientale et le golfe Arabo-Persique. L'ensemble du Moyen-Orient n'est donc pas placé sous la domination du trio d'Astana. Les puissances occidentales sont toujours présentes et actives (voir la troisième question). Il est vrai que la déclaration de Donald Trump quant à un prochain désengagement américain de la Syrie est ambivalente. Comment prétendre contrer le régime iranien et couper l'"autoroute chiite", entre le golfe Arabo-Persique et la Méditerranée orientale, sans tracer une ligne dans le sable. Espérerait-il encore détacher la Russie de l'Iran, en comptant sur Moscou,

---

pour contenir son principal allié régional ? Songerait-il à un scénario de force contre Téhéran, scénario qui ne nécessiterait pas la présence sur le sol syrien de 2.000 Américains ?

## **Quelles sont les fragilités de cette coalition Moscou-Ankara-Téhéran ? Quelles sont les vulnérabilités que pourraient exploiter les Etats Unis, et l'Occident pour reprendre la main ?**

Au-delà des convergences tactiques entre ces trois Etats, les contradictions géopolitiques au sein du "processus d'Astana" sont fortes. Sous la rhétorique néo-ottomane, la préoccupation essentielle du pouvoir turc est de s'assurer une zone de sécurité en avant de ses frontières sud-orientales, afin de préserver le Sud-Est anatolien de l'irrédentisme kurde. En alliance avec la Russie, Recep. T. Erdogan a pu obtenir ce que ses alliés occidentaux lui refusaient : un espace tampon en avant de ses frontières où Ankara pourra installer une partie des réfugiés syriens, contribuant ainsi à remanier les équilibres ethnico-démographiques. Notons au passage qu'il est curieux de voir des plumes pro-russes nous expliquer que les Occidentaux seraient responsables de l'intervention turque à Afrine. Ignorance, incompréhension ou mauvaise foi ? Volonté d'endommager plus encore les relations avec Erdogan afin de précipiter la Turquie dans les bras de Vladimir Poutine ? Si tel était le cas, les mêmes viendraient probablement nous expliquer ensuite ce qu'est la Realpolitik. Considérons le cas de la Russie. Son intervention militaire lui a permis de sauver le régime d'Assad et de préserver ses actifs géostratégiques en Syrie, mais ce retour en force repose sur une étroite alliance avec l'Iran. En l'état des choses, c'est le régime iranien, engagé dans une stratégie de domination régionale (du golfe Arabo-Persique à la Méditerranée orientale), qui fait temporairement figure de vainqueur.

Dès lors, de multiples questions se posent. L'enracinement militaire des Pasdarans et milices panchiites en Syrie ainsi que la projection stratégique vers la Méditerranée ne peuvent que provoquer des contrecoups et répercussions géopolitiques dans la région. Le cas d'Israël a été évoqué plus haut et la Russie pourrait se retrouver prise dans l'étau d'une confrontation entre Jérusalem et Téhéran. Il ne faut pas non plus négliger les réactions des régimes arabes sunnites qui n'accepteront ni la domination irano-chiite sur un certain nombre de capitales arabes (Bagdad, Damas, Beyrouth, Sanaa), ni ce "croissant chiite" à travers le Moyen-Orient (l'expression aujourd'hui en usage est plutôt celle d'"autoroute chiite"). On sait que l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis sont d'ores et déjà engagés dans une "guerre couverte" contre l'expansionnisme de Téhéran. Le passage à une guerre ouverte ne saurait être exclu et cela aurait d'importantes répercussions sur le trio d'Astana. Les relations à moyen et long termes entre la Turquie et la Russie doivent elles aussi être questionnées : simples jeux tactiques et circonstanciels ou réalignement stratégique de fond ? L'Histoire ne plaide pas en faveur du deuxième terme de l'alternative, mais elle ne consiste pas non plus en une répétition mécanique du passé. Enfin, les rapports entre Ankara et Téhéran sont aussi incertains (leurs ambitions couvrent en partie les mêmes espaces). Ces incertitudes constituent autant d'opportunités pour les puissances occidentales.

## **A l'inverse, quel est encore le poids occidental dans la région, et comment interpréter la déclaration à la presse américaine, de Mohammed ben Salman relatif au droit des Israéliens de disposer d'un Etat, renforçant ainsi les liens entre Arabie Saoudite et Israël ?**

Américains, Britanniques et Français sont très bien implantés dans le golfe Arabo-Persique ainsi que dans la péninsule Arabique, sans oublier la Jordanie qui constitue un important partenaire politique et militaire. Avec l'Egypte, les relations sont mitigées, mais les liens demeurent. Vaille que vaille, la Turquie demeure une alliée et ne se hasarde pas à sortir de l'OTAN ou à remettre le partenariat avec l'Union européenne. C'est la "réassurance" militaire de l'OTAN qui lui permet de se livrer à des jeux troubles avec la Russie. En l'état des choses, la coopération anti-terroriste fonctionne et la base d'Incirlik est toujours utilisée par l'aviation américaine. D'où la volonté des capitales occidentales de ne pas précipiter une éventuelle rupture et de lui en laisser la responsabilité (il convient en revanche de prévoir des solutions de rechange, en renforçant ses positions militaires en Bulgarie ou en Roumanie, dans le bassin de la mer Noire). Bref, nous sommes encore loin de la vision d'un Moyen-Orient passé sous la domination russo-iranienne, avec la Turquie jouant les utilités. D'une manière générale, il faut comprendre que l'ensemble de la zone est entrée dans un processus de décomposition-recomposition qui provoquera d'autres bifurcations stratégiques. Rien n'est acquis et la zone pourrait se transformer en une sorte de "trou noir" géopolitique. D'aucuns parlent d'une nouvelle guerre de Trente Ans. L'analogie historique a ses limites, mais présente le mérite de porter l'accent sur la durée des processus en cours.

Dans ce remue-ménage, la relation américano-saoudienne demeure un point fixe. La diplomatie Obama et les graves concessions faites à l'égard du régime iranien (voir l'accord nucléaire du 14 juillet 2015) ont un temps ébranlé cette alliance de longue date. Aussi l'Arabie Saoudite a-t-elle esquissé un "pivot" vers la Chine (voir le voyage du roi Salman à Pékin, en mars 2017), d'où le voyage remarqué de Donald Trump à Riyad, en mai 2017. Pour résumer la situation, il n'est plus question de lâcher la proie pour l'ombre, i.e. de perdre l'Arabie Saoudite en vue d'un improbable partenariat avec un régime iranien hypothétiquement sécularisé et libéralisé. Il semble y avoir un consensus à Washington sur le soutien qui doit être apporté à Mohammed Ben Salman ("MBS"), le jeune prince héritier qui se pose en modernisateur de son pays (voir le plan de réforme "Horizon 2030"). La modernisation économique et sociale est censée faciliter un certain relâchement des liens entre la monarchie et le conseil des oulémas (l'expression institutionnelle du wahhabisme). En vérité, il s'agirait non pas d'une déconnexion, mais d'un rééquilibrage entre le "Palais" et la "Mosquée". Bien entendu, tout cela est fragile et incertain. Il n'en demeure pas moins que, face au péril irano-chiite, les convergences et la coopération entre l'Arabie Saoudite et Israël sont une réalité. Les Etats-Unis soutiennent ce rapprochement. Au total, la situation géopolitique d'ensemble, au Moyen-Orient, est particulièrement fluide et volatile. Si l'accord nucléaire de 2015 est remis en cause, qu'en sera-t-il dans quelques mois ? Assurément, il serait présomptueux pour une puissance quelconque, régionale ou extérieure, de prétendre contrôler les processus en cours.